

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale
des Dynamiques Sociales



M.E.S., n°152
Mars - avril 2026



SOMMAIRE

- Patrice Mpoyi Tshela, *Exécution des décisions judiciaires de la CCJA : plaidoyer pour l'institution d'un greffe d'exécution*.....1
- Jacqueline Penge Sanganyoi, *Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et diversification économique en RD Congo*.....11
- Jean-Henri Lokoka Isekolo, *Analyse des pratiques documentaires des étudiants des établissements d'enseignement supérieur et universitaire congolais*..... 25
- Nadine Abemba Fatuma-Ashyna, *La résistance Mai-Mai et les quatre vents au Maniema*33
- Godefroid Butu Boy-Moke, *A Thematic Study of Chinua Achebe's "Marriage is a Private Affair"* ..39
- Christ-Vie Ngoy Bolinda, *Impact des concessions forestières des communautés locales sur la réduction de la pauvreté et la déforestation : étude comparative dans la province de la Tshuapa*45
- Jules Safari Mastaki, Georges Mbayo, *Justice climatique et équité sociale en RD Congo : analyse des enjeux, acquis et perspectives de la COP 30*..... 50
- Norbert Okoko Shungu, *Entre régionalisme et décentralisation : la nature hybride de l'État congolais post-2006*57
- Esther Ekodi Osamba, *Vers un modèle didactique contextualisé pour la formation artisanale en milieu rural : contribution de la didactique professionnelle à l'enseignement de la coupe-couture à Tshumbe (RDC)*.....64
- Victor Nzongo Ekombo, *Référendum constituant et crise de normativité constitutionnelle en RD Congo : contribution à la théorie de la légitimité de la Constitution*72
- David Sefu Kamandji, *Du contentieux de la désignation au renouvellement des juges à la Cour constitutionnelle*.....77
- Alphonse Siriki Ngwese Ndulu, Naloph Lukunda Ntemo, *Analyse de la relation entre mobilisation des recettes fiscales et croissance économique en RD Congo*.....83
- Placide Luboya Mwanza, *La gouvernance minière en République Démocratique du Congo face aux défis de la valorisation des ressources : contraintes institutionnelles et opportunités de développement*91
- Bertin Claude Muabila Muabila, *La quête de la rentabilité fiscale locale en RD Congo : entre autonomie constitutionnelle, dépendance chronique et disparités territoriales*96
- Séraphine Kilongozi Musambi, *Violences sexuelles à l'égard de la femme en RD Congo : droit à la santé et prise en charge médico-légale*.....102
- Alain Bowoso Elenga, *La pratique de kuluna à Kinshasa : entre langage symbolique et mode d'expression de l'espace public*.....110
- Jean Pierre Mulumba Betu, *Protection juridique des communautés locales dans le Code minier révisé de 2018 en RD Congo : entre avancées normatives et défis d'effectivité*117
- Leprince Nkwahata Masangata, *Enjeux écologiques et économiques de la gestion des déchets ménagers à Kinshasa : contraintes et opportunités*.....123
- Blaise Kanakana Kandala, Anicet Mubiala Katata, Kelvin Faka Nzamakwen, *Gratuité de l'enseignement de base et intention de quitter la profession enseignante*.....135

- Serge Bolabonima Ilondo, <i>Références académiques et dépendance cognitive en République Démocratique du Congo : analyse bibliométrique des travaux universitaires de l'Université de Kinshasa (2010–2020)</i>	142
- Maurice Ngongo Kikomba, <i>La protection juridique des fiançailles en droit positif congolais : portée normative et perspectives d'évolution</i>	148
- Jean Louis Bissangilwa Walikunza, <i>Accaparement des terres et insécurité alimentaire en RD Congo : analyse territoriale des conflits entre agriculture paysanne et agrobusiness</i>	154
- Expédit Boseme Bokinda, Ferdinand Kondani Kowianda, <i>Typologie des besoins en formation continue des enquêteurs de la Commission de la concurrence en RD Congo : analyse multidimensionnelle des compétences</i>	164
- Julien-Yves Camala Cibaka, <i>L'effectivité des décisions des juridictions internationales face à la résistance des États : une crise de la procédure judiciaire internationale. Cas de l'affaire de l'Interhandel devant la CIJ (Suisse c/ États-Unis)</i>	172
- Alphonse Ngoyi Kasanji, <i>Le fonctionnement des institutions politiques provinciales en République Démocratique du Congo : leçons critiques tirées de la mise en œuvre de la réforme territoriale de 2007 à 2018</i>	178
- Bernadette Muisaka Kamono, Olivier Mangapi Kinze, Josephat Tshianda Kapinga, <i>Pratiques éducatives parentales telles que perçues par les adolescents de la commune de la N'Sele à Kinshasa</i> ...	184
- Suzanne Inyopanda Bisele, <i>Fiscalité informelle et économie souterraine en République Démocratique du Congo : dynamiques, effets et stratégies d'intégration</i>	190
- Denis Kazembe Kanyinda, Mardochée Mbumba Muangu, Danny Kabongo Kandolo, <i>Valeurs culturelles et rendement organisationnel : cas de la Direction Générale des Impôts en RD Congo</i>	199
- Eugène Pitshiawoto Pero Pitsh, <i>Esquisse sur la faible participation au processus électoral ayant abouti aux scrutins du 20 décembre 2023 dans la circonscription électorale d'Ilebo</i>	208
- Sandrine Kaseka Nkola, <i>Partenariat public-privé en République Démocratique du Congo : jeux et enjeux pour le développement durable. Regards croisés sur la mobilisation des ressources et compétences complémentaires pour la réalisation des projets publics</i>	216
- Adonis Mbungu Safi, Hugor Nsaka Kazadi, Edouard Kabwaya Kabwaya, <i>Concurrence bancaire et rentabilité dans un contexte de forte concentration : analyse financière comparative des grandes banques de la RD Congo (2016–2023)</i>	224
- Rodolph Osomuna Hyombo, <i>L'incompétence négative du juge constitutionnel congolais : vers la création d'un monstre incontrôlable</i>	233
- Dieudonné Mukoko Mo Mboyoy, Béatitudo Milambo Lupetu, <i>Conflits dans les milieux hospitaliers en RD Congo : analyse systémique du cas de l'hôpital général de référence de N'djili</i>	238
- Chrystelle Alawo Onyumbé, <i>Le contrôle de constitutionnalité des accords politiques en République Démocratique du Congo : un enjeu pour l'État de droit et la démocratie constitutionnelle</i>	244
- Nana Matondo Sala, <i>Incidence de l'intégration régionale sur les recettes douanières et la croissance économique en RD Congo : cas du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)</i> ...	253
- Anne Kapinga Kalonji, Erlin Lokato Baku, Joël Kabeya Nsaka, <i>Étude comparative de la perception et de la consommation des marques World Cola et Coca-Cola à Kinshasa</i>	261
- Antoine Mwanza Mputu, <i>La problématique de la pension alimentaire du conjoint survivant en droit congolais</i>	269
- Déo Gratias Mayingila Gidebi, José Matumbu Akahua, <i>L'exception d'inconstitutionnalité en droit judiciaire congolais : de la constitutionnalisation à la pratique prétorienne</i>	276
- Muembo Nkumba, Fabrice Diongo Otepa, <i>L'âge légal du mariage et la tension entre norme juridique et pratiques coutumières</i>	284
- Ketshia Buna Ikuna, Jean Lomana Wembonyama, <i>Stéréotypes socio-culturels et défis de l'émergence du leadership politique féminin résilient en RD Congo. Regards croisés dans la province de la Tshuapa</i>	293

- Jean-Claude Kupani Gisenge, <i>Les conditions d'effectivité du référé-suspension en droit administratif congolais</i>	303
- Léonce Kelua Bongwa, Brunel Fatu Lowa, Hardy Masingene Lisika, <i>Fiscalisation du secteur informel en RD Congo : défis et perspectives</i>	315
- Raphaël Mananga Phuabu, <i>La délimitation des espaces maritimes congolais : incidence sur les relations RDC-Angola et voies de sortie</i>	322
- Pierre Kengesha Nzomboka, Livingstone Mabanza, Delphine Dieudo Shimuna, <i>Affairisme et droit à la santé dans les institutions hospitalières publiques à Kinshasa : cas de l'Hôpital Général de Référence de Kitambo</i>	329
- Ange Mwaku Kavuya, <i>La gestion du choix du système électoral pour une bonne gouvernance en droit congolais</i>	336
- Lionel Tshitunga Ntumba, <i>Le rôle tranchant de la Police nationale congolaise dans la ville de Kinshasa</i>	342
- Platini Kanza Makakala, Guernoche Yav Mutach-Rish, Nicole Mpwekela Kalala, <i>Apport du secteur minier dans le commerce international : défis pour la République Démocratique du Congo</i> ...	348
- Frédéric Kabundi Tshibangu, Bob Bukasa Kabamba, <i>L'eau comme facteur des relations internationales : cas du fleuve Congo</i>	354
- Esther Takubila Kusu, <i>Consommation ostentatoire de contrefaçons de luxe à Kinshasa : une lecture par les modèles d'équations structurelles et les dynamiques identitaires</i>	359
- Armand-Daniel Ndjoku Maboy, <i>Analyse critique de la fiscalité indirecte en RD Congo : une approche stratégique par la matrice SWOT</i>	365
- Gladys Mpia Mobondo, Muper Evapuo, <i>Pauvreté et « cris de ralliement » en RD Congo : vers une juridicisation des droits économiques et sociaux</i>	371
- Bijoux Ntumba Kamanga, Josué Ozowa Latem, <i>Analyse du phénomène « Tshiluma Tshikaji » chez les Luba du Kasai</i>	378
- Espoir Loko Mfitu, <i>Problèmes de création, de financement et de gouvernance des PME en RD Congo : une analyse économétrique par modélisation logistique</i>	384
- Micha Atilingi Vermeille Dieudonné Nkaji Mbuyi, <i>Causes sociales de la résistance des bactéries aux antibiotiques dans la zone de sante de Kikimi à Kinshasa</i>	392
- Samuel Awadhifo Ayibho, <i>La dialectique de Hegel dans le conflit en RD Congo</i>	400

TYPLOGIE DES BESOINS EN FORMATION CONTINUE DES ENQUÊTEURS DE LA COMMISSION DE LA CONCURRENCE EN RD CONGO :

analyse multidimensionnelle des compétences

par

Expédit BOSEME BOKINDA,

Doctorant en Sciences de l'éducation

Ferdinand KONDANI KOWIANDA

Professeur Ordinaire,

Université de Kinshasa

Résumé

Cette étude analyse la structuration des besoins en formation continue des enquêteurs de la Commission de la concurrence en République démocratique du Congo à travers une approche mixte combinant données quantitatives et qualitatives. L'objectif est d'identifier les domaines de compétences prioritaires et d'examiner leur hiérarchisation interne. Les résultats montrent que les priorités exprimées se concentrent significativement sur un noyau métier dominé par les compétences juridiques et techniques. Le domaine juridique apparaît comme central dans la hiérarchie des besoins, traduisant une préoccupation de sécurisation normative des décisions administratives. Les compétences techniques présentent des déficits opérationnels importants, tandis que les compétences communicationnelles jouent un rôle transversal et stratégique.

Mots-clés : typologie des besoins, formation continue, compétences professionnelles, autorité de régulation, ingénierie de formation.

Abstract

This study analyzes the structuring of continuing professional development needs among investigators at the Competition Commission in the Democratic Republic of the Congo through a mixed-methods approach combining quantitative and qualitative data. The objective is to identify priority competency domains and examine their internal hierarchy. The findings indicate that the expressed priorities are significantly concentrated around a professional core dominated by legal and technical competencies. The legal domain emerges as central within the hierarchy of needs, reflecting concerns related to the normative security of administrative decisions. Technical competencies display substantial operational deficits, while communication skills play a transversal and strategic role.

Keywords : needs typology, continuing professional development, professional competencies, regulatory authority, training engineering.

INTRODUCTION

Dans les systèmes contemporains de régulation économique, la performance des autorités publiques dépend de manière décisive de la qualité des compétences professionnelles de leurs agents. Les institutions chargées de la régulation de la concurrence et de la protection des consommateurs sont confrontées à des environnements caractérisés par la complexification des pratiques commerciales, l'émergence de nouveaux outils numériques, l'internationalisation des marchés et l'évolution rapide des cadres juridiques. Dans ce contexte, la formation continue apparaît comme un levier stratégique de professionnalisation et de consolidation de la gouvernance publique.

En République démocratique du Congo, la Commission de la Concurrence (COMCO), rattachée au ministère de l'Économie nationale, assume des missions essentielles de surveillance des marchés, de contrôle des pratiques anticoncurrentielles et de protection des consommateurs. L'exercice de ces missions exige la mobilisation coordonnée de compétences techniques (investigation, analyse économique), juridiques (interprétation normative, sécurisation procédurale) et communicationnelles (auditions, médiation, sensibilisation). Toutefois, dans de nombreuses administrations publiques africaines, les dispositifs de formation continue demeurent souvent ponctuels, peu structurés et insuffisamment fondés sur des diagnostics empiriques rigoureux.

Le premier article issu de cette recherche a permis d'objectiver, à partir d'une analyse quantitative, l'existence d'un écart formatif structurel entre les compétences requises et les compétences perçues comme maîtrisées par les enquêteurs. La moyenne globale de maîtrise, significativement inférieure au seuil normatif de 50 %, a mis en évidence un déficit transversal affectant l'ensemble des domaines de compétences. Cette première étape a ainsi confirmé l'hypothèse d'un écart formatif très significatif, validant la pertinence d'une approche normative de l'analyse des besoins, telle qu'elle a été conceptualisée par Roegiers (2003) et opérationnalisée dans le modèle de McGehee et Thayer (1961).

Toutefois, si la mesure de l'écart constitue un préalable indispensable à toute décision de formation, elle demeure insuffisante pour orienter concrètement l'ingénierie pédagogique. Comme le soulignent

Witkin et Altschuld (1995), l'analyse des besoins ne peut se limiter à la quantification d'un déficit global ; elle doit également procéder à la hiérarchisation des priorités et à la structuration thématique des besoins identifiés. En d'autres termes, passer du diagnostic du « combien » au diagnostic du « quoi » et du « comment ».

Théoriquement, cette démarche s'inscrit dans une conception multidimensionnelle de la compétence. Pour Le Boterf (2010), la compétence résulte de la mobilisation intégrée de ressources cognitives, techniques et relationnelles dans des situations professionnelles complexes. Tardif (2006) insiste également sur la dimension contextualisée et évolutive de la compétence, qui ne peut être appréhendée isolément. Dès lors, analyser les besoins en formation suppose d'examiner la manière dont les différentes catégories de compétences – techniques, juridiques, communicationnelles – s'organisent, interagissent et s'hiérarchisent.

Par ailleurs, les travaux sur la professionnalisation des agents publics (Wittorski, 2007 ; Carré & Caspar, 2008) montrent que le développement des compétences ne relève pas uniquement d'une accumulation de savoirs, mais d'une structuration cohérente des apprentissages en fonction des exigences du métier. Dans le cas des autorités de régulation, la montée en complexité des missions renforce l'exigence d'une formation continue ciblée et stratégiquement orientée.

C'est dans ce prolongement que s'inscrit le présent article. Il ne s'agit plus ici de démontrer l'existence d'un déficit global, mais d'analyser la configuration interne des besoins en formation continue. Autrement dit, il s'agit d'identifier les domaines de compétences qui émergent comme prioritaires et d'examiner la manière dont ils s'articulent dans la hiérarchie des besoins exprimés par les enquêteurs. La question centrale de recherche peut ainsi être formulée comme suit : Quels domaines de compétences apparaissent comme prioritaires dans les besoins en formation continue des enquêteurs de la Commission de la concurrence en RDC et comment ces besoins s'organisent-ils de manière multidimensionnelle ?

L'hypothèse postule que les besoins prioritaires s'articulent principalement autour de trois pôles structurants : les compétences techniques du métier (investigation, analyse économique, outils numériques) ; les compétences juridiques (interprétation des textes, sécurisation des procédures) ; et les compétences communicationnelles (auditions, médiation, sensibilisation).

I. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

La méthodologie consistera à décrire le type d'étude et le devis de recherche, la population et l'échantillon, l'instrument de collecte des données, les variables de l'étude, la procédure d'analyse des données, les considérations éthiques et les limites méthodologiques.

Le présent article adopte un devis mixte séquentiel explicatif (Creswell, 2014), combinant analyse quantitative et analyse qualitative. Cette orientation méthodologique se justifie par la nature multidimensionnelle des besoins étudiés. L'approche quantitative permet d'identifier et de hiérarchiser les domaines de compétences présentant les déficits les plus marqués. L'approche qualitative, quant à elle, vise à interpréter les logiques professionnelles sous-jacentes aux priorités exprimées par les enquêteurs. Cette complémentarité méthodologique permet de dépasser une lecture strictement statistique des besoins pour en proposer une structuration interprétative cohérente.

La population étudiée demeure les 44 enquêteurs de la COMCO et l'échantillon est constitué des 40 enquêteurs en fonction à la COMCO en RDC, ayant participé à l'enquête quantitative. Ainsi, l'échantillon réparti par sexe, âge, ancienneté et niveau d'étude se présente comme suit :

Trois types de données ont été mobilisés :

- les données quantitatives issues du questionnaire d'auto-évaluation (taux de maîtrise par compétence et par domaine).
- les priorités déclarées en matière de formation continue.
- les données qualitatives issues d'entretiens semi-directifs portant sur les compétences jugées stratégiques et les besoins perçus comme urgents.

L'analyse quantitative vise à établir une hiérarchisation relative des besoins. Pour ce faire, deux indicateurs principaux ont été mobilisés : le taux de maîtrise par domaine et la proportion de non-maîtrise par compétence. Les domaines ont ensuite été classés selon leur niveau de déficit relatif, afin d'identifier les pôles prioritaires.

Les entretiens ont fait l'objet d'une analyse thématique inspirée de Bardin (2013). Le traitement s'est déroulé en trois étapes :

- codage ouvert des unités de sens relatives aux besoins exprimés ;

- regroupement en catégories thématiques (technique, juridique, communicationnelle, méthodologique) ;
- Analyse des récurrences et de l'intensité des préoccupations exprimées.

L'objectif était d'identifier les axes dominants du discours professionnel et de vérifier leur cohérence avec les résultats quantitatifs. La validité de l'analyse repose sur :

- la triangulation méthodologique (quantitatif + qualitatif) ;
- la cohérence interne des catégories ;
- la saturation thématique dans les entretiens ;
- la comparabilité des indicateurs.

La triangulation permet de réduire les biais liés à l'auto-évaluation et d'accroître la robustesse interprétative de la typologie proposée.

Certaines limites doivent être soulignées, notamment : la taille restreinte de l'échantillon qualitatif ; le risque de biais déclaratif et le contexte institutionnel spécifique pouvant limiter la généralisation. Toutefois, la cohérence entre données quantitatives et qualitatives renforce la crédibilité des résultats.

La participation à l'étude était volontaire. Les répondants ont été informés de l'objectif scientifique de la recherche et de la garantie d'anonymat des données. Aucune information nominative n'a été collectée, et les résultats sont présentés sous forme agrégée.

II. PRESENTATION DES RÉSULTATS

L'analyse des besoins prioritaires s'appuie sur une approche mixte combinant résultats qualitatifs et quantitatifs. L'objectif est d'identifier la structuration interne des priorités exprimées et d'examiner leur hiérarchisation statistique.

2.1. Caractéristiques des enquêtés

Tableau I. Caractéristiques des enquêtés

Caractéristique	Effectifs	%
Sexes		
Masculin	31	77,5
Féminin	9	22,5
Total	40	100
Tranches d'âge		
Moins de 30 ans	3	7,5
30-39 ans	20	50,0
40-49 ans	11	27,5
50 ans ou plus	6	15,0
Total	40	100
Ancienneté		
0-2 ans	9	22,5
2-5 ans	29	72,5
6-10 ans	1	2,5
Plus de 10 ans	1	2,5
Total	40	100
Niveau d'études		
Graduat	4	10,0
Licence	31	77,5
Master	2	5,0

DEA	3	7,5
Total	40	100
Services		
Administration	20	50
Protection	8	20
Concurrence	8	20
Juridique	4	10
Total	40	100

Des données contenues dans le tableau ci-haut, il transparaît que l'échantillon est fortement masculinisé avec un taux de 77,5 % d'hommes et 22,5 % de femmes. Pour ce qui est de l'âge, il ressort de ce tableau que la population est majoritairement située de 30 à 49 ans (77,5 %), ce qui correspond souvent à une phase de stabilisation professionnelle, mais également à une période où l'actualisation des compétences devient centrale.

Il ressort aussi que cet échantillon est dominé par des agents avec 2-5 ans d'ancienneté (72,5 %) associés à un besoin élevé de consolidation et de formalisation des pratiques.

S'agissant du niveau d'études, Il faut noter que la majorité des agents (77,5 %) est au niveau Licence, suggérant une base académique solide, mais pas nécessairement professionnalisante. Enfin, il ressort de ce tableau qu'il y a une forte concentration des effectifs au sein du service Administration, qui regroupe à lui seul la moitié de l'échantillon (50 %).

Les services Protection des consommateurs et Concurrence représentent chacun 20 % des répondants, tandis que le service Juridique ne regroupe que 10 % des effectifs.

Le volet qualitatif repose sur un sous-échantillon intentionnel de 4 autorités hiérarchiques chargées de l'organisation et du suivi de formation des enquêteurs de la COMCO. Ce choix permet d'assurer une représentation des différentes réalités professionnelles internes à l'institution.

2.2. Résultats de l'approche qualitative

L'analyse des entretiens a été conduite selon la méthode d'analyse de contenu thématique (Bardin, 2013). Le codage a permis d'identifier des unités de sens regroupées en catégories structurantes.

Cinq catégories principales émergent :

- *Déficits en compétences métier* : les interviewés évoquent des insuffisances directement liées au cœur du métier : techniques d'enquête, gestion des plaintes, rédaction des rapports et procès-verbaux. Ces difficultés concernent particulièrement : la collecte de preuves, le contrôle sur le terrain et la formalisation juridique des constats. Cette catégorie constitue le pôle dominant du discours. Elle révèle une attente marquée de formations opérationnelles centrées sur l'agir professionnel.
- *Déficits en normes et procédures* : plusieurs participants soulignent l'absence d'un cadre structuré de formation au sein de la COMCO, notamment : manque de référentiels, absence de plan formalisé, faiblesse des mécanismes internes de consolidation des compétences.
- *Besoins organisationnels* : ces entretiens mettent en évidence la nécessité de structurer la fonction formation : planification, programmation régulière, identification des ressources disponibles. Les besoins exprimés dépassent donc la dimension individuelle pour s'inscrire dans une problématique institutionnelle.
- *Dimension motivationnelle* : les discours révèlent une volonté manifeste de montée en compétences. Les enquêteurs souhaitent un meilleur lien entre théorie et pratique. Cette dimension confirme que le déficit observé ne résulte pas d'un manque d'engagement, mais de contraintes structurelles.
- *Besoins en outils et ressources* : les interviewés mentionnent des besoins en outils d'analyse, supports internes et dispositifs concrets facilitant l'application des connaissances.

En définitive, la récurrence des catégories montre que les besoins s'organisent autour de trois pôles principaux : le pôle métier (technique et juridique), le pôle organisationnel et le pôle de soutien (outils et ressources). Le pôle métier apparaît comme le plus fréquemment évoqué.

2.3. Résultats de l'approche quantitative

Les résultats quantitatifs de l'approche quantitative portent sur la hiérarchisation des priorités et l'intensité globale des besoins.

2.3.1. Hiérarchisation des priorités

Le tableau ci-dessous présente la répartition des compétences citées en priorité absolue.

Tableau II. Hiérarchisation des priorités

Compétence prioritaire	Effectif	%
Droit de la concurrence	19	47,5
Techniques d'enquête	13	32,5
Analyse économique	5	12,5
Contrôle qualité	2	5,0
Gestion des plaintes	1	2,5
Total	40	100

Le domaine juridique domine nettement la hiérarchie, suivi du domaine technique.

2.3.2. Intensité globale des besoins

L'analyse des taux de besoin révèle que plus de 90 % des enquêteurs expriment un besoin de formation pour l'ensemble des compétences évaluées. Les niveaux actuels moyens se situent de 1,70 à 2,43 (sur 4), traduisant une maîtrise perçue moyenne à faible.

Les compétences visées qui présentent les déficits les plus marqués sont les suivantes :

- outils d'analyse numérique,
- contrôle qualité,
- analyse économique.

Ces résultats indiquent que, si le juridique domine la priorité absolue, certains domaines techniques présentent des déficits plus significatifs en termes de maîtrise.

2.4. Hiérarchisation statistique des priorités

Pour examiner la concentration des priorités, deux tests du χ^2 ont été réalisés : le test binaire (Core vs Other) et le test uniforme (4 catégories).

2.4.1. Test binaire (Core vs Other)

Regroupement :

- Core (Technique + Juridique + Communication) = 34
- Méthodo-analytique = 6

Résultat :

$$\chi^2(1) = 19,60 ; p < 0,001$$

La concentration sur le noyau métier est statistiquement significative.

2.4.2. Test uniforme (4 catégories)

$$\chi^2(3) = 17,00 ; p < 0,001$$

La répartition des priorités n'est pas uniforme. Le domaine juridique apparaît dominant, suivi du domaine technique. La communication est faiblement citée en priorité 1, bien qu'elle apparaisse fortement dans les besoins globaux.

2.5. Synthèse convergente

La convergence des analyses permet de dégager la structuration suivante :

Domaine	Priorité 1	Besoin global	Convergence qualitative	Position typologique
Juridique	Très élevé	Élevé	Forte	Pôle dominant
Technique	Élevé	Très élevé	Très forte	Pôle structurant

Domaine	Priorité 1	Besoin global	Convergence qualitative	Position typologique
Communication	Faible	Élevé	Forte	Pôle relationnel
Méthodo-analytique	Modéré	Élevé	Modérée	Pôle transversal

Les résultats confirment que les priorités s'organisent principalement autour des compétences juridiques et techniques, formant un noyau métier statistiquement dominant. La dimension communicationnelle, bien que moins citée en priorité absolue, demeure fortement présente dans les besoins exprimés. L'hypothèse secondaire est donc confirmée avec hiérarchisation interne, le pôle juridique apparaissant comme central.

III. DISCUSSION DES RÉSULTATS

La présente étude visait à analyser la structuration interne des besoins en formation continue des enquêteurs de la Commission de la Concurrence en République démocratique du Congo, au-delà de la simple objectivation d'un écart formatif global mise en évidence. Les résultats montrent que les priorités exprimées s'organisent autour d'un noyau métier dominé par les compétences juridiques et techniques, tandis que les compétences communicationnelles occupent une position complémentaire mais stratégique. Cette configuration appelle plusieurs niveaux d'interprétation.

3.1. Du déficit global à la hiérarchisation stratégique des besoins

Alors que le déficit transversal affecte l'ensemble des domaines de compétences, le présent article révèle que tous les déficits ne sont pas perçus comme également prioritaires. Les enquêteurs semblent ainsi estimer que la maîtrise normative constitue la condition de légitimité première de leur action, à en juger par la forte concentration de leurs priorités sur le terrain juridique.

Dans un contexte institutionnel marqué par la nécessité de sécuriser les décisions administratives et de prévenir les contestations, le droit apparaît comme un levier central de professionnalisation.

Cette hiérarchisation confirme les travaux de Le Boterf (2010), selon lesquels la compétence professionnelle ne se limite pas à l'action technique, mais implique la capacité d'agir dans un cadre normatif sécurisé. La dominance du juridique traduit ainsi une conscience aiguë des enjeux de validité et de conformité.

3.2. La technicité comme socle opérationnel

Si le juridique domine la priorité absolue, les taux de besoin les plus élevés concernent certaines compétences techniques (outils d'analyse, contrôle qualité, analyse économique). Cette tension apparente entre priorité déclarée et intensité du déficit révèle une distinction importante. Le domaine juridique est perçu comme stratégiquement critique alors que le domaine technique apparaît comme opérationnellement fragile.

Autrement dit, la hiérarchie des priorités ne reflète pas uniquement le niveau de déficit, mais la centralité stratégique perçue de certaines compétences. Cette observation rejoint la conception multidimensionnelle de la compétence proposée par Tardif (2006), pour qui la compétence résulte de l'intégration de ressources complémentaires. La fragilité d'un seul pôle peut compromettre l'ensemble de l'action professionnelle.

3.3. La communication : une priorité implicite mais structurante

La faible citation de la communication en priorité 1 pourrait suggérer une moindre importance. Toutefois, l'analyse qualitative nuance fortement cette interprétation. Les entretiens révèlent que les difficultés relationnelles (auditions, médiation, sensibilisation) sont perçues comme récurrentes. La communication apparaît donc moins comme une priorité isolée que comme une compétence transversale soutenant les pôles juridique et technique. Cette configuration renvoie à la logique systémique du modèle de McGehee et Thayer (1961), selon laquelle les besoins en formation doivent être analysés à plusieurs niveaux interdépendants : individuel, opérationnel et organisationnel.

3.4. Multidimensionnalisé et organisation des besoins

La convergence des analyses met en évidence une structuration en trois pôles : le pôle juridique dominant (légitimité normative), le pôle technique structurant (efficacité opérationnelle) et le pôle relationnel transversal (interaction et crédibilité institutionnelle). Cette typologie confirme que les besoins ne sont ni dispersés ni aléatoires. Ils forment un système cohérent, centré sur le cœur du métier d'enquêteur. La présence simultanée de besoins organisationnels (planification, normes internes) suggère que la

formation continue ne peut être conçue comme une accumulation élémentaire de modules, mais comme un dispositif institutionnel structuré.

Cette observation rejoint les travaux de Carré et Caspar (2008) sur la formation comme outil de régulation organisationnelle.

3.5. Implications pour l'ingénierie de formation

Les résultats invitent à dépasser une logique uniforme de formation pour privilégier une ingénierie différenciée : les modules prioritaires de renforcement juridique, les ateliers pratiques centrés sur les techniques d'enquête et l'analyse économique, et les dispositifs transversaux de développement des compétences communicationnelles. La typologie proposée permet ainsi d'orienter la planification stratégique des actions de formation au sein de la COMCO en vue d'accroître l'efficacité des services.

CONCLUSION

Le présent article avait pour objectif d'analyser la structuration interne des besoins en formation continue des enquêteurs de la Commission de la concurrence en République démocratique du Congo. Il souhaitait ce faire dépasser la simple objectivation d'un écart formatif global mise en évidence dans l'étude précédente.

L'approche mixte adoptée a permis d'articuler analyse quantitative des priorités déclarées et analyse qualitative des discours professionnels. Les résultats montrent que les besoins en formation ne sont ni dispersés ni aléatoires, mais s'organisent autour d'un noyau métier structuré, dominé par les compétences juridiques et techniques. Le domaine juridique apparaît comme prioritaire dans la hiérarchie des besoins exprimés, traduisant une préoccupation centrale de sécurisation normative et de légitimité des décisions administratives. Le domaine technique constitue le socle opérationnel du métier, avec des déficits importants en matière d'outils d'analyse, de contrôle qualité et d'analyse économique. Les compétences communicationnelles, bien que moins citées en priorité absolue, jouent un rôle transversal et stratégique dans la conduite des enquêtes et l'interaction avec les acteurs économiques.

La convergence des analyses permet ainsi de proposer une typologie multidimensionnelle des besoins en formation structurée autour de trois pôles : le dominant, le structurant et le transversal. Le premier se rapporte à la légitimité normative, le second à l'efficacité opérationnelle et le troisième à la communication et l'interaction.

Sur le plan théorique, l'étude enrichit l'approche normative de l'analyse des besoins en formation en introduisant une dimension structurale et hiérarchique. Elle montre que l'intensité d'un déficit ne coïncide pas nécessairement avec la priorité stratégique perçue, invitant à distinguer entre déficit mesuré et centralité institutionnelle.

Sur le plan opérationnel, la typologie proposée constitue un outil d'aide à la décision pour l'ingénierie de formation au sein des autorités de régulation. Elle plaide en faveur d'un dispositif structuré de professionnalisation, articulant renforcement juridique, consolidation technique et développement des compétences relationnelles.

Malgré les limites liées à la taille de l'échantillon et au contexte institutionnel spécifique, cette recherche offre un cadre transférable à d'autres administrations publiques confrontées à des enjeux similaires de renforcement des capacités. Des études comparatives pourraient approfondir et tester la robustesse de cette typologie dans d'autres environnements réglementaires.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARDIN L., *L'analyse de contenu*, 14^e éd., Paris, Puf, 2013.
- BRESSOUX P., *Méthodes quantitatives en psychologie et sciences sociales*, Paris, Puf, 2008.
- CARRÉ P., CASPAR P., *Traité des sciences et des techniques de la formation*, 3^e éd., Paris, Dunod, 2008.
- CARRÉ P., *L'analyse des besoins de formation*, Paris, Dunod, 2005.
- CRESWELL J. W., *Research design : qualitative, quantitative and mixed methods approaches*, 4^e éd., Thousand Oaks, Sage Publications, 2014.
- DESJARDINS J., *L'analyse des besoins de formation : une approche centrée sur les compétences*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010.
- HOWELL D. C., *Statistical methods for psychology*, 8^e éd., Belmont, Cengage Learning, 2013.
- LE BOTERF G., *Construire les compétences individuelles et collectives*, 5^e éd., Paris, Eyrolles, 2010.
- MCGEHEE W., THAYER P. W., *Training in business and industry*, New York, Wiley, 1961.

- MILES M. B., HUBERMAN A. M., SALDAÑA J., *Qualitative data analysis : a methods sourcebook*, 3^e éd., Thousand Oaks, Sage Publications, 2014.
- PAILLÉ P., MUCCHIELLI A., *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 3^e éd., Paris, Armand Colin, 2012.
- QUIVY R., VAN CAMPENHOUDT L., *Manuel de recherche en sciences sociales*, 4^e éd., Paris, Dunod, 2011.
- ROEGIER X., *Formation et technologie de l'éducation*, Bruxelles, De Boeck Université, 2003.
- SOYER J., *La fonction formation : repères pour l'action*, Paris, Dunod, 2007.
- TARDIF J., *L'évaluation des compétences : documenter le parcours de développement*, Montréal, Chenelière Éducation, 2006.
- TREMBLAY N. A., SIMARD G., *Le développement des compétences en milieu de travail*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005.
- WITKIN B. R., ALTSCHULD J. W., *Planning and conducting needs assessments : a practical guide*, Thousand Oaks, Sage Publications, 1995.
- WITTORSKI R., *La professionnalisation*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reyhler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSN : 2790-3095 (impr.)
N° ISSN : 2790-3109 (ligne)

